

## **JERUSALEM : APRES L'OFFENSE, L'INJURE**

Comme si l'offense faite par Israël à la mémoire du peuple arménien était insuffisante, son armée confisque Baron Der, une propriété sacrée du Patriarcat de Jérusalem.

La nouvelle a été publiée le 11 juillet dans le quotidien Ha'aretz : l'armée israélienne a confisqué des biens immobiliers arméniens, au nord de Bethléem, pour ériger un mur entre la colonie juive de Gilo et le camp de réfugié palestinien de Aïda. Israël vise, évidemment, l'intégration dans le " Grand Jérusalem " de toutes les terres confisquées et regroupées dans l'enceinte du mur – après les avoir annexées.

### ***La réalisation du " Grand Jérusalem ".***

Après la résolution 181 de l'ONU (29/11/47), qui recommanda le partage de la Palestine en un Etat juif, un Etat arabe et une zone " sous régime international particulier ", la première guerre israélo-arabe fut déclenchée le 15 mai 1948. Israël visait un double objectif : occuper les faubourgs de Jérusalem et ouvrir un corridor entre la Vieille Ville et son territoire. Ce fut l'occupation de Jérusalem-Ouest. Ensuite, après la Guerre des six jours en 1967, ce fut l'occupation de Jérusalem-Est. Puis ce fut l'annexion lorsque, le 30 juillet 1980, le parlement israélien décréta " Jérusalem entière et réunifiée est la capitale d'Israël ".

Jérusalem elle-même est peu étendue et, après avoir annexé toute la ville, Israël a cherché à étendre ses limites le plus possible. Dans un premier temps, il fallait implanter une population juive majoritaire et annexer les zones inhabitées ou peu habitées situées entre les villages palestiniens avoisinants : le " Grand Jérusalem " devint ainsi, peu à peu, un concept extensible au fur et à mesure des besoins de la politique d'implantation israélienne.

Dans cette stratégie de grignotage, la destruction et la confiscation des biens et des terres jouèrent un rôle clé. La politique de judaïsation de Jérusalem est menée depuis 1993 sous la direction du maire, Ehoud Olmert, et du maire adjoint, Shmouel Meir, qui dirige le Forum pour Jérusalem. Connue sous le nom de Commando juif, cette organisation s'est donné pour mission de faire échec à la paix : " L'interruption des confiscations n'arrêtera pas la judaïsation de la ville. Nous œuvrons sur le long terme, il ne faut pas s'inquiéter de telle ou telle mesure. [...]. Jusqu'à ce que le gouvernement change, il faut veiller aux intérêts du peuple juif à Jérusalem. C'est notre travail. Nous judaïsons la ville dans tous les sens : achat de maisons, activité politique, activité auprès des Juifs du monde entier. " (Courrier international, 22-28/6/95).

De confiscation en annexion, la " capitale éternelle " d'Israël s'étend aujourd'hui jusqu'à Ramallah au Nord, Bethléem au Sud et Jéricho à l'Est.

### ***Le devenir du Quartier arménien de Jérusalem.***

La présence arménienne à Jérusalem remonte à l'adoption par l'Arménie du christianisme en tant que religion d'Etat. Le Patriarcat fut fondé en 638, ce qui en fait le plus grand propriétaire foncier et immobilier de Jérusalem. A Jaffa, ville touristique balnéaire israélienne, ses biens sont très convoités. En Cisjordanie, il est aussi un grand propriétaire : Baron Der, par exemple, fut acquise en 1641.

Sans remonter jusque cette époque, c'est depuis 1852 qu'un firman définit les droits des communautés sur les Lieux Saints. Son contenu est connu sous le nom de statu quo. Reconnu au plan international lors de la conférence de Paris (1856), puis par le traité de Berlin (1878), il a ensuite été entériné par la Grande-Bretagne, lorsqu'elle a hérité du pouvoir en Palestine après la Première Guerre mondiale, et enfin par Israël, dont le parlement vota la " Loi sur la protection des Lieux saints " (22/6/67). A partir de là, le principe de la souveraineté israélienne sur Jérusalem n'était plus contesté par le Vatican

et, avec le temps, le statu quo pouvait facilement être mis en cause par Israël sous un quelconque prétexte.

Ce fut le cas lorsque 200 Palestiniens trouvèrent refuge, le 2 avril dernier, auprès d'une cinquantaine de religieux Arméniens, Grecs et Latins dans la Basilique de la Nativité. Le Vatican, qui s'inquiéta du sort des ecclésiastiques ... cinq jours plus tard – soit le 7 avril – refusa de faire preuve de fermeté envers Israël. Il est vrai, qu'entre temps, le 5 avril, le bureau du procureur du comté de Cuyahoga (Etats-Unis) avait convoqué, suite à des plaintes sexuelles, deux prêtres catholiques de Cleveland. Durant tout le week-end, les médias américains, repris par la presse internationale, avaient monté en épingle ces affaires de pédophilie ; ce qui ébranla le Clergé catholique. La conséquence fut double : d'une part, le Vatican décida d'éteindre en priorité ce grave incendie et, d'autre part, il se détourna des tragiques événements en Terre Sainte. Depuis le siège militaire de la Basilique de la Nativité, force est de reconnaître que c'est le statu quo qui était directement visé par Israël.

La confiscation de Baron Der en vue de son intégration forcée dans le “ Grand Jérusalem ” constitue un précédent qui vient servir de preuve à cette dernière affirmation.

Deux ans plus tôt, les Etats-Unis et Israël proposèrent, à Camp David II, de placer les Quartiers musulman et catholique sous contrôle palestinien et les Quartiers arménien et juif sous souveraineté israélienne. L'Autorité palestinienne refusa et réclama, sans obtenir gain de cause, la souveraineté sur le Quartier arménien. Lorsque Bill Clinton proposa alors de partager le Quartier arménien entre Israël et l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat opposa personnellement une fin de non-recevoir. Cet épisode crucial fut rapporté dans un entretien historique accordé au journal Al-Hayat (repris le 22 septembre 2000 par le quotidien israélien Ha'aretz et l'agence Associated Press) par Nawaf Mazalha, haut responsable d'origine arabe de la diplomatie israélienne, qui dévoila que la principale pierre d'achoppement ayant conduit à l'échec des négociations avait été le devenir du Quartier arménien.

Pour Israël, les biens du Patriarcat sont des objets de convoitise et le génocide arménien est un objet de marchandage. Les propos tenus par Shimon Pérès, ministre israélien des Affaires étrangères, en avril 2001, et ceux de Rivka Cohen, ambassadeur d'Israël, en février 2002, étaient tout simplement destinés à poser les termes du marché.

### ***La marginalisation du Génocide de 1915 est une diversion.***

Tandis que les Arméniens sont divertis par la diplomatie israélienne, le “ Grand Jérusalem ” prend une forme nuisible aux intérêts du peuple arménien.

Un mois après la déclaration de Shimon Pérès, l'armée israélienne fit irruption dans la propriété de Baron Der ; plusieurs bâtiments subirent à ce moment là – comme par la suite – de nombreuses dégradations ; le pire restait cependant à venir. Fin avril 2002, elle construisit une route militaire de cinquante mètres de large sur un kilomètre de long – qui relie la colonie juive de Gilo, située près des faubourgs de Jérusalem, traverse la propriété de Baron Der, puis rejoint la route de Bethléem. Puis, le 23 juin, le commandement militaire israélien en Cisjordanie confisqua – purement et simplement – la propriété du Patriarcat pour ériger un mur entre la colonie juive de Gilo et le camp de réfugié palestinien de Aïda. La prochaine étape sera l'annexion ... évidemment.

La politique de destruction, de confiscation et d'annexion menée par Israël touche désormais aux biens du peuple arménien en Terre Sainte. Certainement, les Arméniens du monde entier vont réagir vigoureusement, mais très vite, ils seront encore une fois conviés à se taire, à accepter toutes les offenses et les injures portées contre eux, sous peine de voir leur principale revendication – la reconnaissance du génocide – marginaliser par les médias internationaux.

Les Arméniens ne doivent pas tomber dans le piège d'un débat conçu pour tendre artificiellement leurs rapports avec les Juifs. Parmi ces derniers, il existe partout dans le monde des hommes de renom qui reconnaissent, comme l'a reconnu l'historien Israël

Charny, directeur exécutif de l'Institut de l'Holocauste et du Génocide de Jérusalem, dans une lettre adressée le 4 Mars 2002 aux autorités de son pays, que " nier le génocide arménien équivaut à nier l'holocauste subi par le peuple juif. " Cela est-il suffisant pour protéger les intérêts du peuple arménien ? Non, évidemment.

### ***Maîtriser à tout prix l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne.***

Pour obtenir justice partout où leurs intérêts sont bafoués, les Arméniens doivent apprendre à maîtriser le temps et l'espace géopolitique.

Sachant que, sous l'impulsion politique des Etats-Unis, l'axe stratégique regroupant Ankara et Tel-Aviv a été récemment étendu à Tbilissi et Bakou, les Arméniens peuvent logiquement conclure que cette élargissement de la sphère d'influence américaine en direction du Caucase vise un double but : le contrôle des réserves d'eau et d'hydrocarbures du Moyen-Orient. L'eau, élément vital par excellence, est déjà depuis quelques années un objet de graves tensions entre la Turquie, la Syrie et l'Irak et entre Israël et ses voisins, tandis que la maîtrise des approvisionnements de pétrole et de gaz par les pays industrialisés est une source permanente de conflits. Le contrôle des eaux de l'Euphrate, qui prend sa source au pied de l'Ararat, avant de parcourir plusieurs centaines de kilomètres à travers les territoires occupés d'Arménie occidentale, et celui des hydrocarbures de la Caspienne, la plus vaste étendue fermée d'eaux salées du monde, renvoient donc les Américains au règlement inachevé de la Question arménienne.

Evidemment, de la théorie à la pratique, il y a loin de la coupe aux lèvres puisque – pour le moment – ce qu'il reste de l'Arménie est écarté de la route du pétrole par les Etats-Unis. Toutefois, ces derniers s'apercevront bientôt que la profondeur stratégique acquise en Géorgie par leur armée est trop courte car les Arméniens contrôlent la porte d'accès continentale à la Caspienne.

Contribuer à l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne et de l'Asie centrale vers les marchés internationaux, tout en gardant une certaine maîtrise des flux, représente le grand défi que les Arméniens affronteront au cours de la première décennie du III<sup>ème</sup> millénaire. En cas de victoire, le peuple arménien pourra négocier en position favorable face aux Etats-Unis, à Israël et in fine ... à la Turquie.

L'augmentation des besoins mondiaux en eau et en carburant ouvre une exceptionnelle fenêtre d'opportunité que les Arméniens doivent impérativement mettre à profit s'ils veulent protéger leurs intérêts bafoués, presque partout dans le monde, et accélérer le règlement en leur faveur de la Cause arménienne.

Vrej Armen

© La Lettre de l'ADL, n°23 Juillet-Aout 2002